



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

chômage

Question au Gouvernement n° 3456

Texte de la question

EMPLOI

Mme la présidente. La parole est à M. Gérard Cherpion, pour le groupe Les Républicains.

M. Gérard Cherpion. Je regrette, monsieur le Premier ministre, que vous n'ayez pas répondu à la question de notre collègue Claude Goasguen : où est la République exemplaire voulue par le candidat Hollande ?

Mois après mois, la France s'enfonce dans le chômage, monsieur le Premier ministre : 3 850 900 demandeurs d'emploi de catégorie A, 5 470 600 demandeurs d'emploi toutes catégories. Ce sont ainsi 42 000 demandeurs d'emploi supplémentaires inscrits à Pôle emploi le mois dernier, auxquels il faut rajouter les 42 800 radiations administratives qui sont un moyen, pour vous, de limiter la casse.

La France poursuit sa régression en matière économique. Ainsi, notre place de premier partenaire économique de l'Allemagne nous a été ravie par les États-Unis, ce qui implique des pertes d'emploi supplémentaires.

Les résultats des élections régionales témoignent d'une exaspération des Françaises et des Français face à ce manque de résultats de votre Gouvernement.

Face à cela, monsieur le Premier ministre, vous annoncez sur un plateau télévisé un énième plan massif en faveur de l'emploi, pour l'année prochaine ! Pourtant, la situation est dramatique.

Vous annoncez un plan de formation des demandeurs d'emploi mais où en est votre réforme de la formation professionnelle de 2014, qui devait tout régler ? Pourquoi avoir saccagé l'apprentissage, véritable formation de réussite et d'excellence, qui est en baisse constante depuis 2012 ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Monsieur le Premier ministre, d'annonces en annonces, la France recule et les Français souffrent.

Comment pouvez-vous annoncer un énième plan alors que vous n'êtes pas capable de nommer à des postes essentiels dans l'administration ? Ainsi, depuis près de quatre mois, la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle, la DGEFP, bras armé du Gouvernement dans la lutte contre le chômage et pour la création d'emploi, est sans tête. La déléguée générale n'a pas été remplacée, pas plus que le responsable du département des synthèses ni le chargé de mission à l'indemnisation du chômage.

La vacance de ces postes essentiels pour la mise en œuvre de vos politiques est de votre responsabilité et démontre votre incapacité à passer des paroles aux actes.

Monsieur le Premier ministre, quand cesserez-vous enfin la communication à outrance pour trouver des réponses concrètes à la première préoccupation des Français : l'emploi ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Mme la présidente. La parole est à Mme la ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Un député du groupe Les Républicains. Le Premier ministre se cache !

Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social. Il y a en effet une urgence, monsieur le député Gérard Cherpion. Elle a été rappelée dimanche soir, et elle demande une mobilisation républicaine.

Vous le savez, la reprise économique est là (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains*)...

M. Franck Gilard. Où ça ?

Mme Myriam El Khomri, ministre. ...mais elle est encore insuffisante.

En un an, les créations nettes d'emplois ont été de 40 000...

M. Thierry Solère. Combien de chômeurs supplémentaires ?

Mme Myriam El Khomri, ministre. ...après de nombreuses années de destructions nettes d'emplois. Mais, compte tenu de la croissance démographique, il en faudrait au minimum 120 000 pour faire reculer durablement le chômage et répondre à un tel défi démographique.

Nous avons donc mis en place des réformes structurelles comme le pacte de responsabilité et le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, le CICE, qui permettent aux entreprises de retrouver confiance.

M. Gérard Cherpion. Ça ne marche pas !

Mme Myriam El Khomri, ministre. Mais il faut regarder les réalités de notre pays en face : le chômage touche des personnes peu ou pas qualifiées puisque près de deux millions de demandeurs d'emploi n'ont que le niveau baccalauréat et près de 680 000 ont un niveau inférieur au CAP.

Il faut donc que nous allions bien au-delà en matière d'apprentissage et de formation des demandeurs d'emploi.

Le Premier ministre l'a dit : avec toutes les régions qui souhaiteront travailler avec nous, nous aurons l'occasion de prendre ensemble des mesures radicales pour améliorer la situation car l'apprentissage reste une voie d'excellence.

M. Dominique Dord. Qu'avez-vous fait jusqu'à maintenant ?

Mme Myriam El Khomri, ministre. L'augmentation du nombre de création d'emplois est insuffisante, en effet, et cela pose question à l'ensemble des Français.

Cela fait trente ans qu'on parle de la valorisation des métiers manuels dans notre pays. Si, notamment dans l'industrie, nous ne prenons pas en compte la faible attractivité de certains métiers, nous ne pourrions pas résoudre le problème du chômage.

Là aussi, il convient de mettre en œuvre un front républicain pour aller beaucoup plus loin !

Mme Laure de La Raudière. Baratin !

Données clés

Auteur : [M. Gérard Cherpion](#)

Circonscription : Vosges (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3456

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Ministère attributaire : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 décembre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [16 décembre 2015](#)